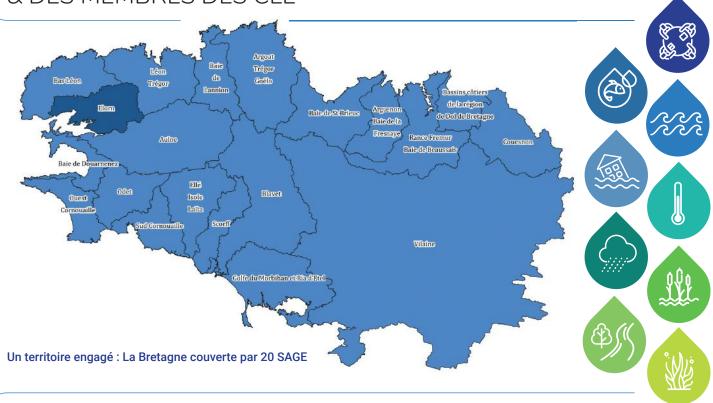
GUIDE DU SAGE

À DESTINATION DES ÉLUS DES COLLECTIVITÉS & DES MEMBRES DES CLE



01. LES SAGE **EN BRETAGNE**

LE SAGE: **UN OUTIL MAJEUR POUR GARANTIR** L'ÉQUILIBRE D'UN TERRITOIRE

Outil de planification et de déclinaison du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), défini au niveau d'un grand district hydrographique (Loire-Bretagne pour ce qui nous concerne), le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) fixe, plus localement au niveau d'un bassin versant (BV), des objectifs généraux d'utilisation, de protection et de mise en valeur de la ressource en eau et des écosystèmes aquatiques.

Élaboré de façon concertée par les membres de la Commission Locale de l'Eau (CLE), à l'échelle d'un bassin versant, le SAGE est constitué de deux documents principaux - le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) et le Règlement - pourvus d'une portée juridique différente. Le SAGE permet de répondre localement aux objectifs d'atteinte du bon état des masses d'eau superficielles, souterraines et littorales d'ici à 2027, fixés par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), et à d'autres objectifs locaux concernant la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Le SAGE est un outil majeur pour garantir l'équilibre d'un territoire. En effet, l'aménagement urbain et les activités économiques sont indissociables de la ressource en eau. Une gestion à l'échelle du bassin versant permet de garantir une bonne répartition des usages et de mieux gérer leurs impacts sur cette ressource et les milieux.

LES DOCUMENTS DU SAGE

- ✓ Le PAGD de la ressource en eau et des milieux aquatiques exprime le projet de la CLE. Il expose les enjeux, définit les objectifs généraux, ainsi que les conditions et les mesures prioritaires retenues par la CLE pour les atteindre. Il précise les acteurs concernés, les délais et les modalités de mise en œuvre. Le PAGD est opposable à l'administration et aux collectivités locales (dossiers IOTA, documents d'urbanisme, schémas des carrières...).
- ✓ Le Règlement du SAGE renforce et complète certaines mesures prioritaires du PAGD par des règles opposables aux tiers et à l'administration.

À ces deux documents s'ajoutent un rapport de présentation et une évaluation environnementale qui identifie, décrit et évalue les effets notables que peut avoir la mise en œuvre du SAGE sur l'environnement.



LES PARTICULARITÉS HYDROGRAPHIQUES BRETONNES

La particularité géologique de la Bretagne fait qu'une multitude de petits fleuves côtiers s'écoulent rapidement à la mer, avec autant de bassins versants mêlant souvent activités rurales, agricoles, développement urbain et enjeux littoraux.













CARTE D'IDENTITÉ DU TERRITOIRE

Région



Département



Communes

Surface

Cours d'eau et canaux

736 km² 1100 km

Bassins versants et cours d'eau principaux

• l'Elorn

· la Mignonne

· la Penfeld

• le Camfrout

Milieu récepteur

La rade de Brest.

Le territoire du SAGE de l'Elorn s'étend sur les bassins versants de l'Est et du Nord de la rade de Brest, dans le département du Finistère. Son point culminant se situe dans les monts d'Arrée à 383m d'altitude, c'est le Tuchen Kador, aux sources de la rivière Elorn.

Ce territoire de 736 km² est à la fois très urbain (près de 300 000 habitants) et très agricole, avec près de 700 exploitations pour une surface agricole utile de 360 km².

42 communes se côtoient sur ce territoire, dont les plus importantes sont Brest, Landerneau et Landivisiau, dans lesquelles se sont développées d'importantes industries principalement portuaires ou agroalimentaires.

Il est irrigué par un dense réseau de cours d'eau, long d'environ 1 100 km, serpentant dans 4 bassins versants principaux : l'Elorn, la Penfeld, la Mignonne et le Camfrout, qui se jettent dans une rade de 180 km².

Près de 6 500 ha de zones humides y ont été inventoriées à ce jour.

Ses paysages, d'amont vers aval, se déclinent en landes sèches et humides, en espaces agricoles bocagers de plateaux, puis une succession de vallées plutôt encaissées se terminant en estuaires ouverts sur la rade de Brest.

3 ENJEUX PRINCIPAUX

Le SAGE Elorn a été approuvé par arrêté préfectoral le 15 juin 2020. Le Règlement et le PAGD ont défini un ensemble d'articles, de préconisations et recommandations, élaborés en fonction des enjeux majeurs du territoire :

QUALITÉ DE L'EAU ET DES USAGES TRIBUTAIRES

Principalement axé sur la qualité des eaux littorales, elle est liée à l'eutrophisation (développement d'alques et microalques parfois toxiques), mais aussi à certains phénomènes de contaminations bactériologiques et chimiques (pesticides, métaux lourds).

La qualité des eaux destinées à la consommation humaine est également prise en compte (notamment vis-à-vis du risque de pollution accidentelle).

OUALITÉ DES MILIEUX ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Avec la préservation des zones humides, de la fonctionnalité et continuité écologique des cours d'eau, mais aussi du maillage bocager et de la biodiversité.

DISPONIBILITÉ DE LA RESSOURCE ET INONDATIONS

Afin de disposer en tout temps de suffisamment d'eau pour alimenter les populations tributaires des ressources locales (près de 300 000 habitants), mais aussi de se prémunir, le mieux possible, contre les conséquences des crues.

UNE CONCERTATION IMPORTANTE



Plus d'information sur www.bassin-elorn.fr

LE SAGE EST UN OUTIL DE DÉBAT PARTICIPATIF EXTRAORDINAIRE!

En échangeant nos points de vue, tous autour de la table, chacun peut comprendre les attentes et les exigences de l'autre.

Ces débats constructifs ont d'ailleurs permis d'aboutir, sur le territoire de la Baie de Lannion, à une stratégie de lutte contre les algues vertes adoptée à la quasi-unanimité. Le SAGE constitue un véritable outil de référence et d'informations sur les enieux liés à l'eau au service des territoires. Une fois approuvé, il est important de le faire vivre. Il apporte une vision globale et le recul nécessaire aux stratégies de développement du territoire dépendant d'une ressource en eau disponible en qualité et en quantité suffisante.

Il me semble essentiel, pour porter et défendre les orientations du SAGE, de former les élus au cycle de l'eau sur leur territoire. Il est important aussi de mutualiser avec les SAGE voisins sur les dossiers communs, mais rester vigilant à ne jamais perdre la proximité au territoire et la cohérence hydrographique. indispensables à l'efficacité des actions.

Jean-Claude LAMANDÉ Président de la CLE du SAGE Baie de Lannion

02. GOUVERNANCE

LA CLE, LE PARLEMENT **LOCAL DE L'EAU OUI PILOTE LE SAGE**

La CLE est l'instance de concertation et de décision du SAGE.

Ses membres sont répartis au sein de 3 collèges (élus, usagers, services de l'État). Elle élabore et révise le SAGE. Une fois celui-ci approuvé, elle le fait vivre et assure le suivi de sa mise en œuvre, notamment en émettant des avis sur les projets soumis à sa consultation.

Les services de l'État sont en charge de la mise en application réglementaire du SAGE.

ÉLUS	USAGERS	SERVICES DE L'ÉTAT
(Min. 50%)	(Min. 25%)	Max. 25%)
Collège des collectivités territoriales, de leurs groupe- ments et des établissements publics locaux	Collège des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations	Collège des services et des établissements publics de l'Etat
Région Département Syndicat de bassin de l'Elorn Parc Naturel Régional d'Armorique Brest métropole Communautés de communes de Landerneau-Daoulas et de Landivisiau 23 membres	Chambre d'Agriculture Chambre de Commerce et d'Industrie Syndicats agricoles et de la pisciculture Comité régional de la conchylculture Comité départemental des pêches maritimes Fédération de pêche Associations de protection de l'environnement, de consommateurs, de riverains	Préfectures de bassin, maritime et départementale Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Direction Départementale des Territoires et de la Mer Agence de l'eau Office Français de la Biodiversité (OFB) Agence Régionale de Santé (ARS) Parc marin d'Iroise



SYNDICAT DE BASSIN DE L'ELORN: LA STRUCTURE JURIDIQUE PORTEUSE DE LA CLE

ELLE ASSURE LA MISE EN ŒUVRE ET L'ANIMATION DU SAGE

La CLE étant une commission administrative sans personnalité juridique, elle doit pouvoir s'appuyer sur une structure juridique porteuse, qui assure la mise en œuvre et l'animation du SAGE, et porte les études et prestations demandées par la CLE dans le cadre de l'élaboration ou de la mise en œuvre du SAGE.

C'est le 1er décembre 2004 que la CLE a confié au Syndicat de bassin de l'Elorn l'animation de l'élaboration et de la mise en œuvre du SAGE. Le Syndicat de bassin de l'Elorn est un syndicat mixte, labellisé Etablissement public territorial de bassin (EPTB) depuis 2009. Il se situe à cheval sur les territoires de 3 intercommunalités: Brest métropole, la Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas et la Communauté de communes du Pays de Landivisiau. Son territoire est aujourd'hui calqué sur celui du SAGE.

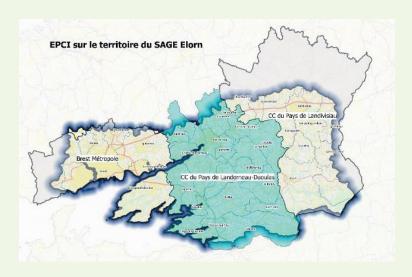
Le Syndicat de bassin de l'Elorn a été créé en 1970 pour porter la construction et la gestion d'un barrage de soutien d'étiage, le barrage du Drennec, sur la commune de Sizun, en tête de bassin versant.

C'est au début des années 90 que le Syndicat a commencé à développer des actions sur ses bassins versants, suite au constat d'une progression constante des taux de nitrates dans l'Elorn. Engagé dans les 3 programmes régionaux successifs

Bretagne Eau Pure, le Syndicat a développé ses actions sur les bassins versants, en collaboration avec Brest métropole, qui portait à l'époque le Contrat de baie de la Rade de Brest.

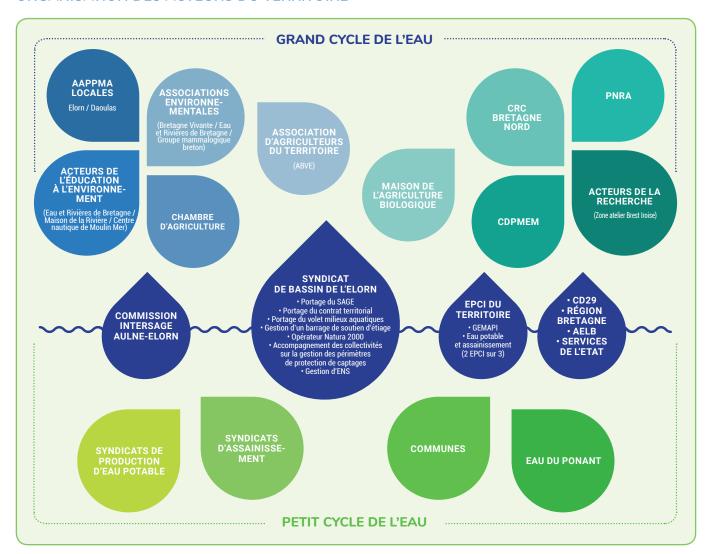
Il a ensuite accompagné l'élaboration puis la mise en œuvre du SAGE de l'Elorn, et le portage de contrats de bassins versants multithématiques successifs, axés sur la mise en place des préconisations du SAGE.

Il a développé en parallèle des actions de préservation de la biodiversité, des sources à la mer. Il est opérateur du site Natura 2000 « rivière Elorn », mène des actions de lutte contre la pollution par les plastiques et gère des espaces naturels lui appartenant ou appartenant au Conseil départemental du Finistère.



03. PLANIFICATION ET OPÉRATIONNALITÉ

ORGANISATION DES ACTEURS DU TERRITOIRE



LES TABLEAUX DE BORD DES SAGE

Une fois le SAGE validé, la CLE met en place un tableau de bord qui, au travers d'indicateurs qu'elle aura choisis, **permet de savoir où en est l'avancement de la mise en œuvre des prescriptions et préconisations** du SAGE. Ce tableau de bord pourra être utilisé comme base pour une relecture ou une révision du SAGE.

66

LA CLE DOIT DEVENIR UN ACTEUR MAJEUR DU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE!



Elaborer un SAGE et le mettre en œuvre est un investissement fort : il génère des dépenses d'énergie collective, et ne se justifie que si le SAGE apporte une réelle

plus-value dans la politique de

l'eau.

Le SAGE ne peut se contenter des objectifs nationaux inscrits dans la réglementation, il doit les adapter au territoire et les renforcer si besoin. La création du SAGE permet une mobilisation locale de l'ensemble des acteurs publics, collectivités, industriels, et agricoles autour d'objectifs communs ambitieux adaptés aux territoires à une échelle pertinente, l'échelle du bassin versant.

La réussite réside dans le maintien de cette mobilisation, dans la parfaite adéquation entre ses orientations et les décisions des intercommunalités en termes d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de développement économique... La CLE doit devenir un acteur majeur du développement du territoire et faire entendre sa voix : elle doit s'exprimer sur la cohérence des projets locaux avec les objectifs fixés dans le SAGE y compris quand la loi n'oblige pas sa consultation.

Gilles HUET
Eau et Rivières de Bretagne

"

04. CONTEXTE NATIONAL ET RÈGLEMENTAIRE

LA POLITIQUE DE L'EAU

1. LA DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU (DCE)

En 2000, la DCE instaure l'obligation de protéger et restaurer la qualité des eaux et des milieux aquatiques dans l'ensemble de l'Union européenne. Elle fixe comme objectif de rétablir - ou de maintenir lorsque c'est déjà le cas - le bon état de toutes les eaux de l'Union européenne, c'est-à-dire des cours d'eau, des plans d'eau, des eaux littorales et des eaux souterraines. Les objectifs de bon état des masses d'eau sont complétés par des objectifs plus globaux portant sur:

- · la réduction progressive de la pollution due aux substances prioritaires et l'arrêt ou la suppression des émissions, rejets et pertes de substances dangereuses prioritaires;
- · le respect des objectifs des zones protégées au titre de la législation communautaire (zones vulnérables, zones sensibles, zones Natura 2000, zones conchylicoles, zones de baignade, etc.).

2. LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX **AQUATIQUES (LEMA)**

Adoptée en 2006 et rédigée pour atteindre les objectifs fixés par la DCE,

elle constitue désormais le texte central de la politique française de l'eau. Elle réaffirme le bassin versant comme le périmètre de la mise en œuvre d'une gestion durable de l'eau.

Elle amplifie l'association des usagers de l'eau et de leurs représentants à la définition de la politique de l'eau.

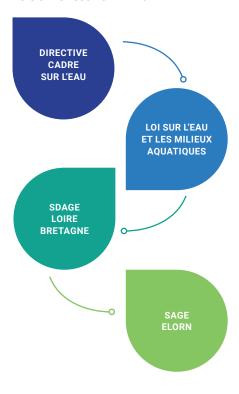
Enfin, elle conserve et renforce le financement de cette politique, qui repose sur deux principes : « l'eau paie l'eau » (les coûts de l'eau potable et de l'assainissement sont pris en charge par les utilisateurs de l'eau potable) et « pollueur-payeur » (les usagers de l'eau et des milieux aquatiques participent financièrement aux actions de préservation et d'amélioration de l'état des milieux aquatiques, en particulier par le biais de taxes).

3. LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION **DES EAUX (SDAGE)**

Il fixe pour six ans les orientations qui permettent d'atteindre les objectifs attendus en matière de «bon état des eaux» sur son territoire.

Ils sont au nombre de 12, un pour chaque «district hydrographique» de la France métropolitaine et d'outre-mer.

La Bretagne fait partie du bassin Loire-Bretagne. Suite à une phase de concertation (acteurs de la gestion de l'eau, particuliers...), le SDAGE 2016 - 2021 va être mis à jour et aboutira à une version révisée 2022 – 2027.



LE SAGE DOIT PERMETTRE DE FAIRE AVANCER LES PROJETS COMPLEXES!

La DDTM participe aux CLE du département soit en tant que membre du collège État, soit en représentation du préfet.

Le rôle de la CLE reste primordial une fois le SAGE approuvé, d'autant plus que la nouvelle organisation de l'exercice de la compétence GEMAPI a pu bouleverser la mise

Une CLE qui coordonne les maîtrises d'ouvrage reste attentive aux solidarités

en œuvre opérationnelle des actions.

amont-aval et traite de sujets délicats. En termes d'ambition, pour les territoires où le bon état est d'ores et déjà atteint au titre de la DCE, il est nécessaire de restaurer davantage les milieux et de reconquérir la biodiversité.

Pour ceux au contraire où les cours d'eau restent dans un état dégradé de par les actions passées (recalibrage, drainage, seuils, plans d'eau, ...), le SAGE doit permettre de faire avancer les projets complexes, en particulier la restauration hydromorphologique des cours d'eau



nécessitant des travaux conséquents, mais bénéfiques pour la qualité de l'eau et les écosystèmes aquatiques.

Guillaume HŒFFLER DDTM 29

LES COMPÉTENCES DANS LE DOMAINE DE L'EAU

La planification et la gestion liées au grand cycle de l'eau sont exercées à l'échelle hydrographique.

La Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) est, en France, une compétence juridique, exclusive et obligatoire, exercée depuis 2018 par les EPCI-FP, et pouvant être confiée à un syndicat mixte. Cette compétence découle des lois de décentralisation (loi MAPTAM et NOTRe).

La GEMAPI contient 4 missions obligatoires définies à l'Article L.211-7 du Code de l'environnement (rubrigues 1, 2, 5 et 8), liées d'une part à la gestion des milieux aquatiques (GEMA), et d'autre part à la prévention des inondations (PI).

D'autres compétences (les autres rubriques de l'Article L.211-7) liées au grand cycle de l'eau, comme la lutte contre les pollutions ou la lutte contre l'érosion des

sols, essentielles pour l'atteinte du bon état, sont facultatives et peuvent être exercées à plusieurs échelons.

Parallèlement, les compétences, liées au petit cycle de l'eau, relatives à la gestion de l'eau potable (production et/ou distribution) et à l'assainissement des eaux usées (collectif et non-collectif) sont exercées par des EPCI-FP ou des syndicats. Ces compétences seront à terme complétées par celles relatives à la gestion des eaux pluviales urbaines.

LA PORTÉE JURIDIQUE **DU SAGE**

Le SAGE doit être compatible avec le SDAGE et le Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI).

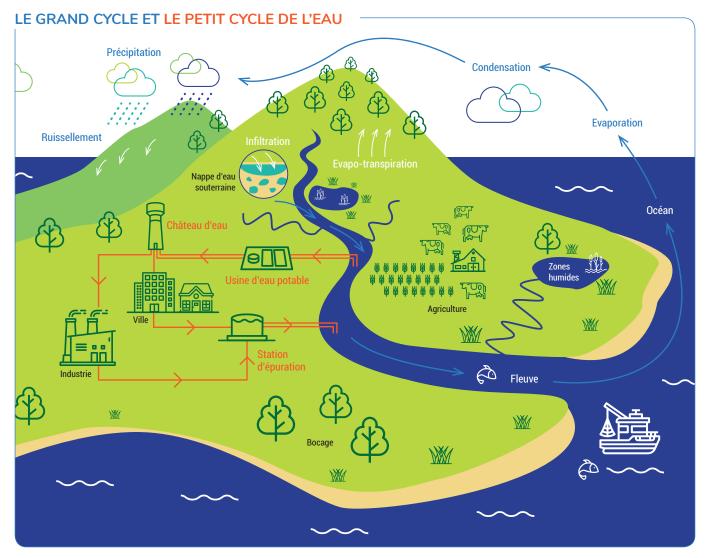
Le Code de l'Environnement encadre l'élaboration et le contenu des documents du SAGE qui le composent :

- · en conférant une portée juridique basée sur un rapport de compatibilité pour le PAGD.
- · en conférant une portée juridique basée sur le rapport de conformité pour le Règlement.

Les décisions de l'État et des collectivités prises dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le PAGD, dans les délais identifiés dans ce dernier.

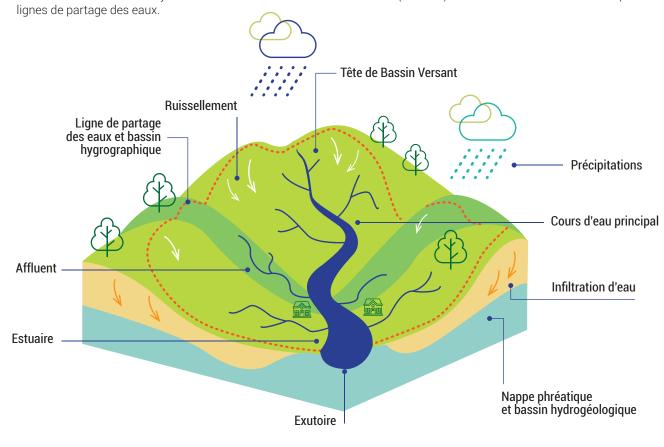
Les documents d'urbanisme (SCoT, PLU, PLUi et Carte communale), les PPRi, les PAPI et les SRC doivent être compatibles ou rendus compatibles si nécessaire, avec les objectifs définis par le SAGE, dans un délai de 3 ans après approbation du SAGE. Le Règlement et ses documents cartographiques sont opposables aux tiers à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral approuvant

05. CYCLE DE L'EAU ET FONCTIONNEMENT D'UN BASSIN VERSANT



COMMENT FONCTIONNE UN BASSIN VERSANT?

Un bassin versant est un territoire géographique qui concourt à l'alimentation d'un cours d'eau. Chaque goutte d'eau tombant sur ce territoire rejoindra la même vallée et le même exutoire (estuaire). Le bassin versant est délimité par des



GLOSSAIRE



BV

Bassin versant

CLE

Commission locale de l'eau

Directive-cadre européenne sur l'eau

DDTM

Direction départementale des territoires et de la mer

EPCI - FP

Établissement Public de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre (métropole, communautés urbaines, d'agglomération et de communes)

Établissement public territorial de bassin

GEMAPI

Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

Installations, ouvrages, travaux et aménagements

LEMA

Loi sur l'eau et les milieux aquatiques

Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

NOTRE

Loi portant nouvelle organisation territoriale de la République

PAEC

Projet agroenvironnemental et climatique

PAGD

Plan d'aménagement et de gestion durable

Programme d'actions de prévention d'inondation

Plan de lutte contre les algues vertes

PLU (PLUI)

Plan local d'urbanisme (intercommunal)

Plan de gestion des risques d'inondations

SAGE

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux

SCOT

Schéma de cohérence territoriale

SDAGE

Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

Schéma régional des carrières









cédits photos : APPCB - SYNDICAT DE BASSIN DE L'ELORN - Flaticon - Conception graphique : www.empathiedesign.com